



HT 326
07 SEP. 2005

Force Ouvrière

Paris, le 5 septembre 2005

JCM.YV/JD

07.09.05	-A/37015
1	I?
00.11	I

DG Concurrence
Greffé des aides d'Etat
SPA 3, bureau 6/5
B-1049 BRUXELLES
Belgique

Référence : Réforme des aides d'Etat

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint les observations de la Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE (France) sur le « **plan d'action dans le domaine des aides d'Etat** », (Document de consultation présenté par la Commission des Communautés Européennes - COM(2005) 107 Final et SEC(2005) 795)

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués.


Jean-Claude Mailly
Secrétaire Général



Force Ouvrière

Plan d'action dans le domaine des aides d'Etat
(Document de consultation de la Commission des Communautés Européennes)

**Observations de la
Confédération Générale du Travail FORCE OUVRIERE
FRANCE**

D'une manière générale le problème majeur qui nous semble devoir être posé est celui du postulat de la prééminence de la concurrence, rappelé à l'alinéa 6 (paragraphe I.1). Il amène en effet à progressivement assimiler toute politique publique à une aide d'Etat, et donc à soumettre toute politique d'investissement public, jusqu'au fonctionnement des services publics eux-mêmes, aux règles de la concurrence et en particulier à celles régissant les aides d'Etat. Cela conduit, au contraire d'une politique dite d'économie mixte organisant un contrôle des conditions de la concurrence, à une politique de mise en accusation systématique des politiques publiques considérées comme tendant inévitablement à des distorsions de concurrence.

Or, l'expérience récente dans plusieurs domaines (transports et énergie en particulier) ne convainc absolument pas du bien fondé que la concurrence livrée à elle-même offre la meilleure garantie d'améliorer les conditions de vie, à commencer en matière tarifaire, où il n'est pas démontré que l'ouverture des services à la concurrence ait conduit à des baisses de coût pour les consommateurs individuels, quand ce n'est pas en matière de sécurité tant d'approvisionnement ou de continuité de service que de sécurité de l'utilisateur.

Le document de la commission reconnaît d'ailleurs, à plusieurs endroits, l'existence ou la possibilité de défaillances du marché. Mais, ne considérer comme admissibles les aides d'Etat qu'en cas de défaillance du marché constatée peut avoir comme conséquence de priver les Etats de tout moyen de politique publique et d'investissement public d'anticipation sur le moyen et le long terme. Or, que ce soit du point de la correction des inégalités existantes, qui vont plutôt en s'aggravant, ou d'une nécessaire politique économique favorisant la croissance et l'emploi, s'appuyant en particulier sur les investissements en matière d'infrastructures de transports, de logement, d'énergie, d'innovation et de recherche, d'éducation et de formation, de santé, et d'environnement nous considérons que ces politiques et leurs moyens sont aujourd'hui nécessaires et indispensables.

Il nous semble donc qu'une réforme des aides d'Etat devrait en premier lieu clarifier ce que ce concept recouvre, en évitant que les politiques de contrôles en la matière ne mettent en cause les services publics et les capacités des Etats en matière de politique publique et d'investissements publics. Sur ce plan, nous ne considérons pas que les budgets des administrations et services publics puissent être assimilés à des aides d'Etat contrairement à ce que laisse entendre le document (Alinéa 33 et 34 Paragraphe II.4). Sous cette condition, la meilleure définition des priorités telle que suggérée au paragraphe II.5 (Alinéa 35 et Alinéa

36) va dans un sens souhaitable. Devraient parallèlement sans ambiguïté être distincts des aides d'Etat les budgets publics consacrés à la protection sociale.

En lien avec cette première considération, nous considérons qu'un principe démocratique veut que ce soit les gouvernements et les parlements nationaux qui soient à même d'exercer le contrôle de l'utilisation des fonds publics plutôt que « les entreprises, le monde universitaire, les spécialistes de la concurrence, les consommateurs et le grand public (ndlr : comment l'identifie t on ?) » (Alinéa 17) ou des « autorités indépendantes (ndlr : de qui sont elles réellement indépendantes ?) (Alinéa 51). Nous voyons sinon le risque, inhérent à une « judiciarisation » systématique, que les intérêts particuliers l'emportent sur l'intérêt général.

En second lieu, nous considérons qu'à la transparence doivent être associés le suivi et la responsabilité de l'utilisation des aides d'Etat, notamment lorsque celles-ci ou leur mise en œuvre sont attribuées à des entreprises privées, afin de s'assurer que les objectifs assignés sont bien respectés et qu'elles ne sont pas détournées à d'autres fins (valorisation de l'actionnariat privé, délocalisation de l'activité, etc...) (Alinea 8). Les dispositions prévues en matière de contrôle et de récupération (Aléna 53) devraient donc s'appliquer non seulement vis-à-vis des Etats mais des Etats vers les bénéficiaires des aides d'Etat.

Paris, 2 septembre 2005